

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIERI SERGE SAS

10 rue Galilée
ZI Nord
13200 Le Sambuc

Références : D-0837-2025
Code AIOT : 0006400925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement VIERI SERGE SAS implanté 10 rue galilée ZI Nord 13200 Arles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à une précédente inspection ayant relevé des non-conformités ayant entraîné une mise en demeure sur deux points de contrôle ainsi que de trois demandes d'actions correctives. L'objectif de cette visite était donc de vérifier le bon respect de la mise en demeure et des demandes d'actions correctives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIERI SERGE SAS
- 10 rue galilée ZI Nord 13200 Arles
- Code AIOT : 0006400925
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise SAS VIERI Serge, située à Arles, est spécialisée dans la collecte et le tri de métaux, batteries, VHU, etc.

Ce site est autorisé, par un arrêté délivré le 03/06/1997, à exploiter des installations encadrées par les arrêtés ministériels associés aux rubriques 2712, 2713 et 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Récolement de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet
2	Plans des locaux et schéma des réseaux.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Sans objet
3	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.	Levée de mise en demeure
4	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Sans objet
5	Caractéristique des sols.	Arrêté Ministériel du 27/11/2012, article 10	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les RIA (Robinetts Incendie Armés) ont bien été réparés et ont fait l'objet d'un contrôle annuel, tout comme les extincteurs. Seules les étiquettes de contrôle n'ont pas été apposées ou renseignées par l'entreprise chargée de leur vérification.

Le plan des locaux et de localisation des dangers a bien été réalisé et affiché.

Les consignes d'exploitation ont bien été rédigées et affichées.

Les véhicules présents sur site ne sont plus empilés, et les VHU ont été dépollués, permettant leur entreposage sur un sol perméable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a ajouté un manomètre sur le RIA situé à l'entrée de l'établissement, ainsi que sur celui placé à l'entrée du garage, afin de pouvoir surveiller d'éventuelles baisses de pression. Certains RIA ne sont pas munis d'étiquettes de contrôle périodique, et pour ceux qui en disposent, ces dernières ne sont pas à jour. Néanmoins, l'exploitant a pu justifier qu'une visite de maintenance des RIA ainsi que des extincteurs avait été réalisée le 29/04/25 par l'entreprise PRO.I.BAT. Cette visite a conclu, à l'issue des essais effectués sur les RIA, à un résultat satisfaisant pour chacun d'entre eux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plans des locaux et schéma des réseaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.
Constats : L'inspection a constaté la présence du plan des locaux indiquant la localisation des dangers. Ce plan est affiché sur un panneau d'affichage, aux côtés des consignes d'exploitation, dans le garage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Constats :
Au jour de l'inspection, il a été constaté qu'aucun véhicule n'était empilé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Les consignes d'exploitation ont été rédigées et affichées sur un panneau d'affichage, dans le garage, aux côtés du plan des locaux et de localisation des dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Caractéristique des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que les véhicules présents ont été dépollués. L'inspection a constaté que ces véhicules sont entreposés sur un sol perméable, recouvert de plaques métalliques assurant une étanchéité partielle. Les véhicules étant dépollués, leur stockage

sur un sol imperméable n'est pas exigé par la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure